



LE DÉCHAÎNÉ



Journal de Gilets Jaunes de Monthieu. N°4, St-Étienne, le 08/01/2019



ACTE IX

SAMEDI 12/01

**13H ROND-POINT DE
MONTHIEU**

14H PLACE DU PEUPLE

MOBILISATIONS-ACTIONS

ACTE VIII

50 000 manifestantes et manifestants dans toute la France, la bonne blague ! 345 interpellations, 281 GAV et encore des dizaines et des dizaines de blessés plus ou moins graves.

Samedi 05/01/2019 le matin à Firminy, une centaine de GJ marchent dans les rues pour notamment rendre hommage aux morts pendant le mouvement. Le cortège part du rond-point du *McDo*, (lieu occupé depuis une semaine) et se rend au rond-point du Mas. Au retour une halte est faite devant le Géant Casino. *Nous appelons tout les GJ stéphanois à se rendre le plus possible à toutes les actions ou manif organisées ailleurs qu'à Sainté. Ils ont besoin de nous, nous avons besoin d'eux.*

Sainté, les révoltés sont de retour en force. 13H30, environ 300 manifestants et manifestantes partent de Monthieu. 14H, le cortège arrive place Jean Moulin, certains veulent partir direction Cours Fauriel mais finalement le cortège se dirige place du Peuple afin de rejoindre les autres GI Jaune qui attendent. C'est parti ! Nous sommes au moins 2 000. En bas de la rue de la République, c'est un peu la cacophonie concernant le trajet. Un petit tour de quartier et nous marchons en direction de la Préfecture. Les chants habituels sont entonnés : « shalalalala... Les gilets jaunes », « tous ensemble », la Marseillaise, etc. Les murs sont quelque peu décorés. Depuis quelques années, systématiquement lors des manifestations à Sainté, ce haut lieu de pouvoir est protégé, voire complètement barricadé par des dizaines et des dizaines de policiers et matériels répressifs en tout genre. Qu'importe, le cortège se rend place Jean Jaurès plutôt calmement au vu du comité d'accueil burlesque qui l'attend. Les Gendarmes Mobiles (GM) et leurs camions sont peinturlurés par les Gilets Jaunes Mobiles (GJM). Les sommations d'usage sont noyées sous les huées de la foule et une piste de danse s'improvise à moins d'un mètre des (peu fortunés) défenseurs des riches. Bandes de guignols ! Un groupe d'une dizaine de GJM tente de négocier pour quitter la place par la rue Robert. Le ton monte immédiatement, la Nationale tente d'embarquer un GJM, un autre s'interpose et se fait arrêter. S'en suit une répression tout à fait disproportionnée quant aux dangers imminents que représentent cette dizaine de GJM. Les policiers tirent une quantité tout à fait impressionnante de flash-balls et en quelques minutes noient la place sous les lacrymos. Des manifestantes et manifestants essaient de résister comme ils peuvent, une bâche renforcée est de sortie afin de protéger la manifestation des tirs de flash-ball. Le vent est contre nous, nous devons reculer jusqu'en haut de la place. Une

barricade s'enflamme et des tirs de feux d'artifice sont projetés en direction des forcenés de la gâchette. Tellement bien visés que les flics prennent les boules et chargent à toute berzingue dans notre direction. Habituellement une charge se fait sur environ une trentaine de mètres, là ils remontent beaucoup plus vite que d'habitude. A tel point que nous sommes rapidement pourchassés jusqu'à la place du Peuple. Derrière nous, nous ne voyons même plus la place Jean Jaurès qui est noyée sous les lacrymos. « Les forces de l'ordre se mettent alors en mouvement en direction de l'Hôtel de Ville. Ils y croisent un blessé évacué (touché apparemment à la main) et usent de nouveau de leurs munitions à tel point que certains d'entre eux demandent des recharges d'urgence » (*France Bleu*, 05/01/2019). La manifestation se disperse et bon nombre stagnent un peu place du peuple, quelques barricades de fortune sont dressées, le sapin de Noël est incendié et un Crédit Mutuel défoncé. Nouvelle charge ! Les CRS et la Bac attaquent la manif en faisant des percées foudroyantes avec leurs véhicules sur les voies du tram et les rues parallèles et lancent des grenades. Quelqu'un est gravement blessé à la tête place Anatole France. Au moins deux fois, à deux endroits différents, ils essaient de renverser des gens. Là, ils sortent des camions, flash-balls en main et arrosent tout ce qui bouge. Bilan de la journée : 6 interpellations (4 pour jets de projectiles, 1 pour outrage, 1 pour violence d'après *France Bleu*), au moins cinq ou six blessés dont certains à la tête par des tirs de flash-balls, d'autres par des coups de matraque pendant leur interpellation. Des groupes se font repousser et charger jusqu'à Tréfilerie. Retour au calme, les motards font des allers-retours dans la Grand'rue pour « reprendre le contrôle de la ville », sous la huée et les insultes des passantes et passants : « assassins ! » Comme les dernières semaines, les policiers quadrillent la ville, tournant dans le centre-ville en voitures banalisées pour contrôler et arrêter tout « individu suspect » : tout ce qui est habillé en jaune, en noir, avec une capuche ou une casquette ou simplement un peu trop bronzé. Le rituel du samedi a encore tenu ses promesses à Saint-Étienne.

Fin de journée, une trentaine de GJM et de révoltés se rendent devant le 99bis pour soutenir les interpellés. Une grille et quelques policiers cagoulés pour tout comité d'accueil visible. Super ambiance. À la semaine prochaine, encore plus nombreux, nombreuses et déterminés.



Firminy

LES VACANCES SONT TERMINEES

LES RONDS-POINTS SONT

TOUJOURS OCCUPES

LES GILETS JAUNES SONT

TOUJOURS MOTIVES



**LYCEENNES, LYCEENS, ETUDIANTES, ETUDIANTS,
CHOMEUSES, CHOMEURS, BRANLEUSES, BRANLEURS,
PRECAIRES, TRAVAILLEUSES, TRAVAILLEURS
RATS DES VILLES, RATS DES PERIPHERIES,
RATS DES CHAMPS**

LA MEGA CLASSE EN GILET JAUNE

LES FEMMES AUX AVANTS-POSTES DE LA RÉVOLTE DES GJ

La transformation du marché du travail ces dernières décennies fait que les femmes sont de plus en plus nombreuses à travailler dans les services et en particulier dans les secteurs de l'aide à la personne, du nettoyage, de l'éducation ou encore des soins. La crise du capitalisme néolibéral, qui dure depuis 2008, a plongé dans une précarité sans précédent toutes ces femmes travailleuses, souvent mères isolées, et leurs familles. Ce sont elles qui se révoltent aujourd'hui, et qui sont plus déterminées que jamais à se battre pour un avenir meilleur pour elles-mêmes, leurs enfants et leurs familles. Qu'est-ce que cette situation en dit sur la profondeur de la contestation sociale en cours ? Comment en est-on arrivé là ?

Ces femmes pauvres qui se révoltent

De nombreux analystes ont souligné la présence remarquable des femmes et le rôle primordial qu'elles jouent dans la révolte en cours dans le pays. Avec leurs gilets jaunes, elles sont souvent en première ligne dans les manifestations, en permanence sur les ronds-points et les blocages, déterminées à se battre pour un avenir meilleur.

La plupart de ces femmes travaillent dans des petites ou moyennes entreprises, sont employées dans le secteur des services. Elles sont nombreuses à travailler dans les services essentiels de la santé, des transports, de l'éducation, ou encore dans le travail social. Femmes de ménage, aides à domicile, assistantes maternelles, aides-soignantes, infirmières dans les EHPAD ou les hôpitaux, elles travaillent pour des salaires qui ne permettent pas de s'en sortir.

Ces femmes, très souvent mères isolées, qui combinent un (ou plusieurs) travail précaire, à temps partiel ou en CDD, parfois en horaires décalés, avec des tâches ménagères et la garde de leurs enfants, se révoltent aujourd'hui parce qu'elles en ont assez de devoir jongler pour finir le mois, parce qu'elles en ont assez de devoir choisir entre bien manger ou bien se soigner. En France, les femmes à la tête d'une famille monoparentale sont particulièrement touchées par la précarité : parmi celles qui travaillent, près d'un quart vit sous le seuil de pauvreté, soit un million de femmes. Elles savent exactement ce qu'elles peuvent acheter avec 10 euros de plus ou de moins dans le budget tellement les comptes sont serrés. Ce n'est pas que pour elles qu'elles se révoltent, c'est aussi pour l'avenir de leurs enfants. Toujours en train de jongler, sans jamais se plaindre. Aujourd'hui, elles sortent du

silence. C'est l'heure de relever la tête. En première ligne de la précarité, elles sont donc également en première ligne de la lutte contre Macron et son monde. **Les femmes et les services essentiels à la reproduction sociale**

Ces métiers, souvent mal rémunérés et assez peu valorisés, sont pourtant essentiels dans la société et sont très majoritairement assurés par des femmes. Pierre Rimbert, dans son article « La puissance insoupçonnée des travailleuses », récemment publié dans *Le Monde Diplomatique*, explique qu'aujourd'hui « en France, les travailleuses représentent 51% du salariat populaire formé par les ouvriers et employés ; en 1968, la proportion était de 35% ». Puis, il rajoute que « la quasi-totalité de la force de travail enrôlée depuis cinquante ans est féminine – dans des conditions plus précaires et pour un salaire inférieur d'un quart. À elles seules, les salariées des activités médico-sociales et éducatives ont quadruplé leur effectif : de 500 000 à 2 millions entre 1968 et 2017 — sans compter les enseignantes du secondaire et du supérieur ».

D'autres études, comme celles de l'Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne, affirment que la part de femmes en activité professionnelle et pauvres dans l'hexagone est passée de 5,6 % à 7,3 % entre 2006 et 2017. Les femmes se retrouvent principalement dans les métiers du nettoyage, du commerce et du service à la personne. Parmi les salariés non qualifiés, 49 % des femmes sont à temps partiel, contre 21 % des hommes. En France, en 2017, les femmes occupaient 70 % des CDD et des emplois intérimaires et 78 % des emplois à temps partiel.

Pourtant, de la femme de ménage immigrée à l'enseignante du secondaire ou à l'infirmière, ces femmes jouent un rôle primordial dans les services essentiels à la reproduction sociale de ce système. Elles font en sorte que tous les travailleurs et travailleuses, qui doivent aller charbonner dans les usines, les taules, les ateliers, les services, du privé ou du public, puissent se soigner, se nourrir et éduquer leurs enfants, cette force de travail de demain dont le capitalisme a tant besoin. Ce sont ces mêmes femmes qui, après leur journée de travail, dans des conditions de plus en plus dégradées, retournent à la maison pour accomplir les tâches ménagères, rémunérées par personne mais bien utiles pour que chaque ouvrier, chaque travailleur retourne au travail le lendemain en ayant mangé, lavé ses vêtements, etc.

Une chose apparaît donc clairement : si ces millions de femmes, qui constituent une partie essentielle de la classe travailleuse au sens large, s'arrêtent ; c'est donc toute la société qui s'arrête.

Crise du modèle social. Quel lien avec le rôle des femmes dans le mouvement actuel ?

Depuis maintenant plusieurs années, et notamment à partir de la crise du modèle néolibéral en 2008, des transformations considérables ont eu lieu dans la structure sociale, dans le monde du travail, et par conséquent dans la vie quotidienne de millions de travailleurs, et en particulier de travailleuses femmes. Avec les plans d'austérité, la casse des services publics et les réformes anti-sociales mises en place par les gouvernements successifs, ce sont non seulement les conditions de travail et les services publics qui se dégradent, mais c'est aussi le coût de la vie qui augmente considérablement. Cette situation fait qu'aujourd'hui il est plus difficile de se soigner et de soigner ses enfants correctement, de les amener à la crèche (et d'en trouver) ou à l'école, de les nourrir, de leur acheter des vêtements. C'est encore plus difficile, quasi une utopie, si l'on songe aux activités de loisir ou culturelles, que ce soit pour les familles des classes populaires ou leurs enfants. Les privatisations, les licenciements ou encore le manque de personnel dans les services publics sont devenus la règle. Cela a évidemment un impact aussi bien sur les travailleurs et travailleuses, que sur les usagers de ces mêmes services publics.

Cela amène à une situation où ces femmes qui travaillent majoritairement dans les secteurs d'aide à la personne, de la santé, du nettoyage, de l'éducation ou des transports, n'ont pas les conditions adéquates pour prendre soin des autres dans leurs métiers. Et d'autre part, elles n'ont pas les forces ni les moyens, après des journées de travail à rallonge et épuisantes, de prendre soin de leurs enfants et familles correctement, en même temps que ce sont souvent les mêmes sur qui retombent la plupart des tâches ménagères. Comme signale le communiqué récemment publié par le Collectif National pour les Droits des Femmes, « elles vivent l'injonction paradoxale d'une société qui les ignore : on attend d'elles qu'elles travaillent comme si elles n'avaient pas d'enfants et qu'elles élèvent leur.s enfant.s comme si elles n'avaient pas de travail ».

Femmes en colère et en lutte, mais pas féministes ?

Depuis plusieurs années, nous assistons à des luttes, des grèves et des résistances dans nombreux de ces secteurs, comme la santé, les EHPAD, les cantines des écoles, ou le secteur du nettoyage. Comme avec la courageuse et victorieuse grève de 45 jours des salarié.e.s sous-traitant.e.s d'Onet dans les gares de la région Nord-Ile-de-France, ou encore les grèves dans l'hôtellerie, dont la dernière en date est celle des Hyatt Vendôme, elle aussi victorieuse. Ces luttes acharnées, qui ont eu souvent ces mêmes femmes comme

protagonistes, étaient-elles des signes avant-coureurs de l'explosion sociale que l'on vit aujourd'hui un peu partout en France ? Il y a de fortes chances que ce soit le cas. Les raisons profondes de cette colère et du déclenchement de ces luttes, il faut probablement les chercher dans l'ensemble des éléments que l'on vient d'exposer.

Pierre Rimbert souligne, à nouveau dans son article paru dans *Le Monde Diplomatique*, que « le développement prodigieux des services vitaux à dominante féminine, leur pouvoir potentiel de blocage et l'apparition de conflits sociaux victorieux n'ont pas jusqu'ici connu de traduction politique ou syndicale ». Cette affirmation permet d'établir un parallèle intéressant avec le mouvement des gilets jaunes aujourd'hui. Cette spontanéité et radicalité dans la lutte des grévistes d'Onet, entre autres, on la retrouve également chez de nombreuses femmes gilets jaunes qui ne se reconnaissent aujourd'hui dans aucune organisation syndicale ou politique, et qui font pour la plupart leurs premières manifestations et expériences de lutte.

Quant aux revendications majoritairement mises en avant, aussi bien pour les grèves comme celle d'Onet ou les Ephad, que pour de nombreuses femmes gilets jaunes, elles se situent sur le terrain de l'exigence du respect et de la dignité, et d'obtenir simplement des meilleures conditions de vie et/ou de travail. A ce sujet, on entend souvent des réticences venant de différentes organisations ou collectifs féministes, sous prétexte que les revendications portées par ces femmes ne prennent pas à leur compte des mots d'ordre spécifiquement « féministes », tels que l'égalité salariale hommes-femmes ou la lutte contre les violences et les discriminations faites aux femmes.

Mais il suffit de regarder la plupart des mobilisations d'ampleur dans l'histoire, et même des processus révolutionnaires, dans lesquels les femmes ont joué un rôle important, et même parfois déclencheur de ces révoltes, pour voir qu'il est très rare de voir dès le début des revendications féministes au sein stricte. Un exemple assez parlant est la mobilisation et la grève spontanée des milliers de femmes le 23 février 1917, correspondant à notre 8 mars, en Russie. Ces mobilisations, dépassant toutes les attentes, vont marquer le début de la révolution, celle qui va finir par renverser le tsar, puis instaurer le premier pouvoir ouvrier de l'histoire quelques mois plus tard. C'est ce même pouvoir révolutionnaire qui a ensuite mis en place des mesures qui ont révolutionné complètement la vie des femmes, comme le droit au divorce ou à l'avortement, ou encore qui a été à l'origine de l'ouverture de crèches, cantines et laveries pour permettre aux femmes de socialiser les tâches ménagères et ainsi de dégager du temps pour le reste. Pourtant, les mots d'ordre de cette révolte du 8 mars

1917 en Russie, avec les ouvrières textiles en tête, était « Pain, paix et liberté ». Du pain contre les conditions de vie terribles vécues par les travailleurs et travailleuses et les classes populaires ; la paix pour cesser de voir mourir des contingents entiers de jeunes au front d'une guerre qui avait trop duré ; et la liberté contre le pouvoir autoritaire du tsar. A première vue, aucune revendication strictement féministe.

Concernant le mouvement des gilets jaunes, même si des revendications directement féministes, comme l'égalité salariale hommes femmes, etc ne sont pas spécialement mises en avant, il est un fait que ces femmes courageuses sont dans la rue pour de meilleures conditions de vie. La précarité touche avant tout les femmes, et elles en sont complètement conscientes. C'est ce message aussi qu'elles ont souhaité faire passer en appelant à la journée nationale de mobilisation des femmes gilets jaunes, avec des manifestations dans plusieurs villes. Elles se battent sans relâche, jour et nuit. Certaines ont fait des centaines de kilomètres, après la journée de mobilisation dans leurs villes respectives, pour pouvoir participer à la mobilisation des femmes gilets jaunes dimanche à Paris. Comme l'explique Michelle, actuellement sans emploi et qui avait marqué « du pain et des roses » sur son gilet jaune en hommage à la grève des ouvrières textiles à Lawrence, aux Etats Unis, au début du XXème siècle, « on ne veut pas seulement survivre, on veut aussi des roses, la culture, le loisir, qui ne sont pas accessibles à tout le monde », et encore moins aux femmes.

Qu'est-ce que la détermination de ces femmes dit sur la profondeur de la révolte sociale en cours ?

Le 10 décembre, avec l'hypocrisie qui le caractérise, Emmanuel Macron a choisi de parler de la « colère sincère » de « la mère de famille célibataire, veuve ou divorcée qui ne vit plus, qui n'a pas les moyens de faire garder les enfants et d'améliorer ses fins de mois ». Derrière ce ton condescendant de la part du président des riches, se cache la peur du rôle que les femmes peuvent et sont en train de jouer dans ce mouvement de révolte. Mais surtout, la peur de ce que cela exprime comme signe avant-coureur d'une situation qui peut devenir révolutionnaire, avec ces femmes qui font face à la répression, comme nous avons vu dimanche dernier à Paris lorsqu'elles ont forcé un barrage de police qui les empêchaient de manifester.

Car Emmanuel Macron sait très bien que ces femmes ne seront probablement plus jamais simplement des femmes précaires qui galèrent. Aujourd'hui, ce sont des femmes en colère, révoltées, qui se battent pour un avenir meilleur. Et cette expérience de lutte, la répression, la solidarité, le soutien de la population, les

marquera probablement à vie. Lorsque les femmes rentrent dans la bataille de manière aussi déterminée, c'est souvent le symptôme d'un mal-être et d'un mécontentement importants, du fait que la colère a des racines profondes. En effet, pour pouvoir lutter, ces femmes mères de famille et précaires, parfois sans-emploi, font des sacrifices énormes, et c'est pour cela aussi que lorsqu'elles relèvent la tête et qu'elles décident de lutter, elles font souvent partie des éléments les plus déterminés. Aujourd'hui, on pourrait dire que la précarité a le visage des femmes, mais que la lutte contre ce système de misère, aussi, a le visage des femmes ! C'est également pour cela que ce réveil de celles qui se battent avec acharnement, sera peut-être le point de départ d'un processus de révolte et de contestation sociale qui est, pour le moins que l'on puisse dire, très loin d'être fini.





2ND APPEL DES GJ DE COMMERCY

Commercy est une commune de 8 000 habitants dans la Meuse en Lorraine.

Notre deuxième appel s'adresse : A tous les Gilets Jaunes. A toutes celles et ceux qui ne portent pas encore le gilet mais qui ont quand même la rage au ventre

Cela fait désormais plus de six semaines que nous occupons les ronds-points, les cabanes, les places publiques, les routes et que nous sommes présents dans tous les esprits et toutes les conversations

Nous tenons bon ! Cela faisait bien longtemps qu'une lutte n'avait pas été aussi suivie, aussi soutenue, ni aussi encourageante !

- Encourageante car nos gouvernants ont tremblé et tremblent encore sur leur piédestal

-Encourageante car ils commencent à concéder quelques miettes.

- Encourageante car nous ne nous laissons désormais plus avoir par quelques os à ronger.

- Encourageante car nous apprenons toutes et tous ensemble à nous respecter, à nous comprendre, à nous apprécier, dans notre diversité. Des liens sont tissés. Des modes de fonctionnement sont essayés. Et ça, ils ne peuvent plus nous l'enlever.

- Encourageante aussi, car nous avons compris qu'il ne faut plus nous diviser face à l'adversité. Nous avons compris que nos véritables ennemis, ce sont les quelques détenteurs d'une richesse immense qu'ils ne partagent pas : les 500 personnes les plus riches de France ont multiplié par 3 leur fortune depuis la crise financière de 2008, pour atteindre 650 milliards d'€ !!! Les cadeaux fiscaux et sociaux faits aux plus grandes sociétés s'élèvent

également à plusieurs centaines de milliards par an. C'est intolérable !

- Encourageante enfin, car nous avons compris que nous étions capables de nous représenter nous mêmes, sans tampon entre les puissants et le peuple, sans partis qui canalisent les idées à leur seul profit, sans corps intermédiaires davantage destinés à amortir les chocs, à huiler le système, plutôt qu'à nous défendre.

Nous pleurons aujourd'hui les victimes de la répression, plusieurs morts et des dizaines de blessés graves. Maudits soient ceux qui ont permis cela, mais qu'ils sachent que notre détermination est intacte, bien au contraire !

Nous sommes fiers de ce chemin accompli si vite et de toutes ces prises de conscience qui sont autant de victoires sur leur système écrasant.

Et nous sentons très bien que cette fierté est partagée par énormément de gens.

Comment pourrait-il en être autrement, alors que ce système et ce gouvernement qui le représente n'ont cessé de détruire les acquis sociaux, les liens entre les gens, et notre chère planète ? Il nous faut donc continuer, c'est vital. Il nous faut amplifier ces premiers résultats, sans hâte, sans nous épuiser, mais sans nous décourager non plus. Prenons le temps, réfléchissons autant que nous agissons.

Nous appelons donc toutes celles et ceux qui partagent cette rage et ce besoin de changement, soit à continuer à porter fièrement leur gilet jaune, soit à l'enfiler sans crainte. Il faut désormais nous rassembler partout, former des assemblées citoyennes, populaires, à taille humaine, où la parole et l'écoute sont reines. Des assemblées dans lesquelles, comme à Commercy, chaque décision est prise collectivement, où des délégués sont désignés pour appliquer et mettre en

musique les décisions. Pas l'inverse ! Pas comme dans le système actuel. Ces assemblées porteront nos revendications populaires égalitaires, sociales et écologiques.

Certains s'autoproclament représentants nationaux ou préparent des listes pour les futures élections. Nous pensons que ce n'est pas le bon procédé, tout le monde le sent bien, la parole, notre parole va se perdre dans ce dédale ou être détournée, comme dans le système actuel.

Nous réaffirmons ici une fois de plus l'absolue nécessité de ne nous laisser confisquer notre parole par personne.

Une fois ces assemblées démocratiques créées, dans un maximum d'endroits, elles ouvriront des cahiers de revendications.

Le gouvernement a demandé aux maires de mettre en place des cahiers de doléances dans les mairies. Nous craignons qu'en faisant ainsi nos revendications soient récupérées et arrangées à leur sauce et qu'à la fin, elles ne reflètent plus notre diversité. Nous devons impérativement garder la main sur ces moyens d'expression du peuple ! Pour cela, nous appelons donc à ce qu'ils soient ouverts et tenus par les assemblées populaires !

Qu'ils soient établis par le peuple et pour le peuple !

Depuis Commercy, nous appelons maintenant à une grande réunion nationale des comités populaires locaux.

Fort du succès de notre 1er appel, nous vous proposons de l'organiser démocratiquement, en janvier, ici à Commercy, avec des délégués de toute la France, pour rassembler les cahiers de revendications et les mettre en commun.

Nous vous proposons également, d'y débattre tous ensemble des suites de notre mouvement.

Nous vous proposons enfin de décider d'un mode d'organisation collectif des gilets jaunes, authentiquement démocratique, issu du peuple et respectant les étapes de la délégation.

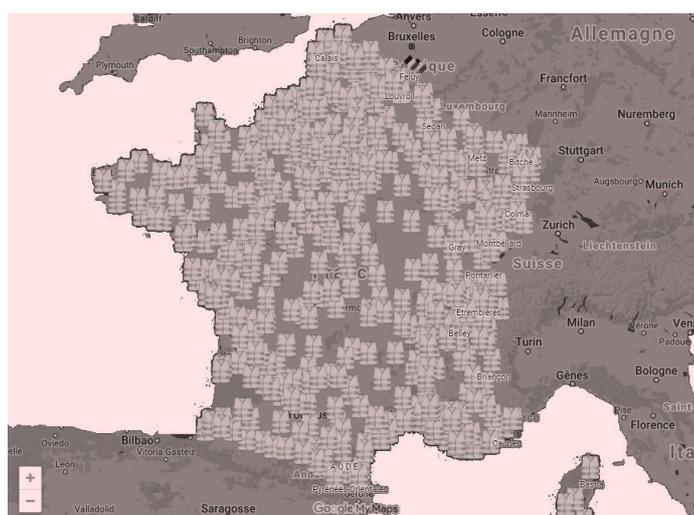
Ensemble, créons l'assemblée des assemblées, la Commune des communes.

C'est le sens de l'Histoire, c'est notre proposition.

VIVE LE POUVOIR AU PEUPLE, PAR LE PEUPLE, ET POUR LE PEUPLE !

Si vous êtes intéressés par notre démarche, **nous proposons que l'assemblée des assemblées se tienne le samedi 26 janvier à 14h à Commercy** (ou endroit proche, selon la disponibilité des lieux).

L'ordre du jour, le lieu, et les modalités pratiques seront bientôt annoncés sur la page Facebook "Les Gilets Jaunes de Commercy" : <https://www.facebook.com/Les-Gilets-Jaunes-de-Commercy-440617629803047/>



MASS-MÉDIAS ET VIOLENCES POLICIÈRES

Lundi 17 décembre, *Amnesty international* dénonce « un usage excessif de la force par les policiers et gendarmes » durant les manifestations des Gilets Jaunes. Cette organisation constate à ce jour **1407** manifestants blessés dont **46** grièvement. Le silence médiatique autour de l'enquête d'*Amnesty* est assourdissant : nombreux mass-médias font le choix délibéré d'occulter la question des violences policières.

Non content d'invisibiliser le nombre de blessés coté manifestants, la chaîne TF1 (famille Bouygues) a même osé titrer le 8 décembre « comment la police a gagné en efficacité ».



Le Parisien (groupe LVMH / Bernard Arnault) préfère quant à lui jouer la carte anxiogène en bon porte parole de la préfecture.



Concernant les chaînes d'informations en continu (BFMTV, Cnews, LCI), le silence autour de l'enquête d'*Amnesty* est également complet. Les éditocrates (Christophe Barbier, Yves Calvi, Jacques Séguéla, Bernard-Henri Lévy, etc.) et les experologues (Jean-Michel Apathie, Léa Salamé, Jean-Claude Dassier, etc.) se succèdent sur les plateaux télévisés et véhiculent un discours policier : rejet de la responsabilité des violences sur les manifestants, appel à plus de répression, relativisation des violences policières et des humiliations à l'égard des lycéens de Mantes-la-Jolie, etc.

« Tout se passe comme si l'ampleur croissante des violences policières était inversement proportionnelle à l'intérêt qu'elles suscitent dans les grands médias ; alors même que les violences des manifestants y sont scrutées, commentées, dénoncées à longueur de journées. » Frédéric Lemaire / Acrimed

La palme du journalisme de préfecture revient évidemment à BFMTV (Patrick Drahi / groupe Altice) qui adopte systématiquement un point de vue pro-policier sans recul par rapport à la communication gouvernementale. Ces nouveaux chiens de gardes, ces pseudos journalistes qui prétendent œuvrer dans l'impartialité et l'objectivité la plus totale, démontrent une fois de plus l'étendue de leurs réflexes de soumissions envers l'État capitaliste français.

Reste à savoir si cette propagande éhontée consistant à nier la dissymétrie flagrante entre violence policière et violence des manifestants aura raison de l'esprit critique des français. Il existe cependant quelques voix discordantes au sein du grand théâtre médiatique comme en témoigne l'émission *Envoyé spécial* d'Élise Lucet diffusé le 18 décembre sur France 2 : un rare moment mass-médiatique où se succèdent d'édifiants témoignages de manifestants blessés par flash-ball ou autre grenades dites « non létales ». Mais suffira-t-il à rendre compte de l'in vraisemblable répression qui s'abat et s'amplifie sur le mouvement social des Gilets Jaunes ?

QUELQUES PISTES POUR LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES

Revendications politiques :

- Destitution de Macron pour motif de fascisme outré
- Conseil de quartiers décisionnels et non pas « participatifs »
- Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC)
- Pas de cumul des mandats et mise en place du mandat impératif : suivant les situations, le mandataire (l' élu) sera soit sous contrôle direct des électeurs, soit un rapport sera demandé au mandataire afin que les mandats soient en lien direct avec le mandat posé, et suivent ainsi la réalité et l'efficacité du mandat. Par exemple un représentant a été élu pour une tâche bien précise. S'il s'écarte de la tâche pour laquelle il a été élu, il est révoqué par ses mandataires.
- Indépendance de la Justice. La Justice actuelle enferme les pauvres et les moins fortunés en masse, d'où le surnom de « Justice de classe (sociale) ». Que tous les citoyens soient égaux face à la Justice, qu'importe leur situation politique, sociale ou économique
- Amnistie pour tous les GJ, lycéens et inculpés durant les manifestations contre la loi Travail et la COP 21 avec réparation en euros pour les préjudices moraux et physiques subis
- Libération des migrants et des réfugiés politiques, adultes et enfants, enfermés « faute de papier »
- Trouver un maximum d'alternatives à la prison pour les courtes peines (moins d'un an)
- Désarmement total de la Police Municipale
- Abandon des flash-ball, des grenades, GLFI-4 et de désencerclement et des « gaz moutardes »
- Fin du partenariat entre la Stas et la Police

Revendications économiques et sociales :

- Fin de la hausse des taxes sur les carburants
- Taxes sur les machines : l'acquéreur d'une machine se substituant à un travailleur devra payer une taxe redistribuée à ceux qu'elle aura remplacés
- Remboursement par les banques des dons de l'État, arrêt de ces dons, cadrage des pratiques bancaires. Souveraineté monétaire, annulation de la dette, fin des agios, etc.
- CSG payée par les patrons
- Annulation de la dette pour les pays du Tiers-Monde
- Arrêter la libéralisation des services publics. Pour de vrais services communs gratuits ou peu coûteux et de qualité : Rails, Poste, Hôpitaux, Écoles, Services sociaux des mairies (accès fiable au Droit)
- Le prix du gaz et l'électricité ayant augmenté depuis qu'il y a eu privatisation, nous voulons qu'ils redeviennent publics et que les prix baissent de manière conséquente
- L'intégralité de l'argent gagné par les péages des autoroutes devra servir à l'entretien des autoroutes et routes de France ainsi qu'à la sécurité routière
- Fin des Partenariats Public-Privé (PPP) et des délégations de service public
- Même système de sécurité sociale pour tous et toutes
- Égalité des salaires entre hommes et femmes
- Indexation des salaires, des retraites et des allocations à l'inflation
- Plafonnement des hauts salaires avec un écart maximum au sein d'une entreprise de 1 à 5
- Fin du travail détaché. Toute personne étant autorisée à travailler sur le territoire français doit être à égalité avec un citoyen français et son employeur doit cotiser à la

même hauteur qu'un employeur français

- Allocation Adulte Handicapé (AAH) désindexée des revenus du foyer afin que le bénéficiaire en jouisse à taux plein. Autrement dit pour que les handicapés puissent devenir le plus autonome possible
 - Augmentation massive de l'AAH
 - Hausse massive des salaires
 - Baisse massive des loyers
 - Zéro SDF dans les rues. Relogement d'urgence et socialisant
 - Système de retraite solidaire et socialisé : pas de retraite à points et jamais en-dessous de 2 000€
 - Retraite à 50 ans avec la possibilité de continuer de travailler selon son désir. Abaissement de la durée de cotisation en conséquence
 - Temps de travail par semaine limité à 28h, à salaire égal. La France est un des pays les plus productifs du monde
 - Impôt sur le revenu d'avantage progressif. Pas de prélèvement à la source
 - Rétablissement de l'ISF
 - Imposition réelle des GAFA (Google, Amazon, Facebook et Microsoft) et des grandes entreprises
- ### **Revendications écologiques :**
- Transports en commun gratuits et de qualité à la campagne comme à la ville
 - Cesser la construction des grandes zones commerciales
 - Grand Plan d'isolation des logements pour faire de l'écologie en faisant des économies
 - La France n'enverra plus ses poubelles hors de la Métropole, dans des pays d'Afrique ou en Chine, ni nulle part ; ainsi nous traiterons directement les problèmes écologiques dont nous sommes responsables, et bien plus prestement. Pour une transition écologique d'urgence et une transformation des pratiques économiques
 - Interdiction des OGM, des pesticides, de la monoculture, etc.

La rébellion française (1661-1789, de la Fronde à la Révolution française)

Un livre paru en 2008 et écrit par Jean Nicolas analyse la violence populaire, dans ses dimensions libératrices, passéistes et novatrices. Croisant les approches – sociologique, anthropologique, économique –, il parcourt un champ jusque-là peu exploré : la vie au jour le jour, avec les cris pour le pain, la contrebande du sel et du tabac, la grève à la fabrique. Mais la mobilisation porte aussi sur d'autres enjeux moins immédiats, autour de certitudes et d'espérances, tout ce que recouvrent les mots dignité, liberté pour l'individu porté par le groupe, pour la collectivité réduite ou élargie. Place est enfin faite, dans le grand récit historique national, aux irréductibles, à tous les refus jetés à la face des hiérarchies et des pouvoirs. La rébellion constitue un mode qui a fait du heurt et de la rupture le principe du changement dans l'espace français.

Il nous paraît pertinent de reproduire un des tableaux de statistiques qui recensent le nombre de rébellions et leurs motivations.

Répartition thématique de l'ensemble des rébellions de 1661 à 1789		
Motivations	Nombre de rébellions	En %
1. Contre la fiscalité et parafiscalité étatiques	3336	39,1
2. Subsistances	1497	17,6
3. Contre l'appareil judiciaire, militaire ou policier de l'État	1212	14,1
4. Divers	769	9,2
5. Conflits du travail	441	5,2
6. Contre la seigneurie	439	5,1
7. Religion, croyances	264	3,1
8. Mise en cause de notables	160	1,9
9. Mise en cause de l'autorité municipale	148	1,7
10. Contre le clergé	103	1,2
11. Affirmation du particularisme régional	94	1,1
12. Rejet des initiatives réformatrices de l'État	53	0,6
13. Contre la noblesse et le privilège nobiliaire	12	0,1
Ensemble	8528 rébellions	100 %

Caméras et appareils photos

Filmer ou prendre des photos lors d'une action ou d'une manif permet de garder un souvenir mais ces engins sont aussi le « meilleur ami » de la police. Que vous ayez « quelque chose à vous reprocher ou pas » n'est pas la question. Merci de faire attention quand vous l'utilisez, en cas de garde-à-vue, il est une mine d'informations pour la police.

Dimanche 06/01 : pour nos libertés et contre les violences policières.

Départ 14h pour cette marche qui a réuni une bonne centaine de manifestantes et manifestants de la place Jean Jaurès à la place de la Liberté. Elle était organisée par des femmes qui voulaient montrer qu'elles aussi sont en première ligne pour défendre les droits et les libertés des femmes, des hommes et des enfants.

Gaël Perdriau ou la cohérence politicienne

Notre Maire comprend la colère des GJ, s'insurge contre les casseurs, ne comprend plus les GJ, appelle à ne pas manifester, accuse le Préfet de ne pas avoir travaillé correctement lors des manifestations, une rumeur court comme quoi il se serait rendu sur les ronds-points occupés. Il a mis en place les cahiers de doléances pour que le peuple puisse s'exprimer. Monsieur le Maire nous ne nous attendons pas à ce que vous compreniez notre colère, nous savons que les cahiers de doléances ne changeront rien, nous ne vous avons jamais vu sur un rond-point occupé, nous nous en contre-foutons de vos appels à ne pas manifester et nous savons surtout que vos déclarations contre le Préfet et le gouvernement sont une pitoyable tactique politicienne. Vous êtes contre Macroûte et son parti car vous n'êtes pas inscrit au-même que lui. Le Préfet est sous l'autorité directe de Macroûte donc vous le fustigez. Nous ne sommes pas dupes, vous faites partie de la classe dirigeante au même titre que les autres. Nous n'avons aucune prise sur les décisions qui régissent notre ville, le conseil participatif est seulement participatif, en aucun cas décisionnel (nous n'avons pas oublié la destruction des arbres du parc Villeboeuf, allant contre la proposition du conseil de quartier.). S'il l'était vous auriez un pouvoir extrêmement limité, ce ne serait pas dans votre intérêt, nous ne sommes pas dupes.

Monsieur le Maire, le RIC et les conseils participatifs sont de petites avancées démocratiques, donc des miettes. Nous voulons toute la boulangerie.

Marque « Gilets Jaunes »

Actuellement l'INPI (Institut National de la Propriété Industrielle) recense une vingtaine de dépôts de marques en rapport avec les GJ, sauf que la marque appartient déjà à une infographiste depuis 2008 sous le nom de « mon gilet jaune ». Depuis le 17/11/2018, les commerçants véreux et les politiciens sont aux aguets pour récupérer ce symbole. L'exemple de tentative de récupération le plus minable revient à Florian Philippot de part ses déclarations et son ouverture d'esprit digne d'une huître en gestation. « Si un jour nous avons la jouissance de la marque, ce qui n'est pas encore le cas, nous la donnerions immédiatement et gratuitement à l'ensemble des GJ parce que le seul but de ce dépôt est de la protéger de certains prédateurs macronistes. C'est simplement ça ». Joffrey Bollée, un de ces camarades, quant à lui, a expliqué que son parti réfléchissait à « faire une liste avec les GJ aux européennes » ajoutant avoir été « partie prenante de ce mouvement depuis le début ».

Nous ne vous avons rien demandé, restez à votre place et mettez-vous vos propositions où vous savez. Merci, bonsoir.

Chômeuses, chômeurs, prenez garde !

Le 30/12/18 le gouvernement a pondu une énième loi anti-pauvre, cette fois-ci à l'encontre des chômeurs. Le raisonnement est le même que d'habitude, si vous êtes au chômage c'est de votre faute, si vous ne trouvez pas de travail, c'est de votre faute.

1^{ère} mesure : L'État donne tous pouvoirs aux directeurs de Pôle emploi. Auparavant la sanction était du ressort de la direction régionale du Ministère du Travail. **2^{ème} mesure** : Les sanctions sont durcies, le sale chômeur sera radié un mois en cas de non-respect à une convocation à un entretien quel qu'il soit. Deux mois en cas d'un second manquement et quatre mois au bout du troisième. **3^{ème} mesure** : L'allocation sera suspendue intégralement dès le premier manquement à la recherche d'emploi. Si le chômeur refuse deux « offres raisonnables », il sera purement et simplement radié. Le conseiller sera seul juge de ces « offres raisonnables » **4^{ème} mesure** : Impossibilité de refuser une offre d'emploi parce qu'elle engendre une baisse de salaire. Les sanctions seront laissées à l'appréciation des conseillers, allant de la radiation temporaire à la suppression totale de l'allocation. **5^{ème} mesure** : La dématérialisation du monde en marche. Les chômeurs devront tenir un « journal de bord numérique » dans lequel ils devront renseigner tous les mois, sur un site internet, leurs actes de recherche d'emploi. Ainsi plus besoin de voir votre conseiller, votre interlocuteur sera votre écran d'ordinateur et un site internet. Pratique, votre conseiller pourra vous radier en un clic sans même vous parler de vive voix. L'inhumanité en marche !

Ps : Le dispositif sera semble-t-il expérimenté mi-2019, pendant un an, dans 2 ou 3 régions. Selon une étude mise en ligne cet été par Pôle emploi, seuls 12% des demandeurs d'emploi ne cherchent pas activement un emploi, et ce taux chute même à 8% chez ceux qui touchent des indemnités



Il y a 2 semaines les #GiletsJaunes c'était l'extrême-droite

La semaine passée les #GiletsJaunes étaient des casseurs

Cette semaine les #GiletsJaunes c'est un coup des Russes

La semaine prochaine les #GiletsJaunes seront des aliens envahissant la Terre



Gilets jaunes : enquête sur une possible ingérence étrangère

Les services de renseignement vérifient le rôle de réseaux sociaux liés à l'étranger qui auraient pu tenter d'amplifier la mobilisation des Gilets jaunes.

leparisien.fr

OCCUPER LE ROND-POINT DE MONTHIEU

Malgré les annonces de CastaNul et les pressions policières, nous occupons toujours le rond-point de Monthieu

Les gilets jaunes de Monthieu ont besoin :

- *De présences quotidiennes sur le rond-point*
- *De mains d'œuvre pour constructions*
- *De bois ou de palettes pour se chauffer*
- *De thermos de café et de thé chaud*
- *De dons de nourritures*
- *De plans pour imprimer Le Déchaîné à peu de frais*

À pied, en vélo, à cheval, en voiture : criez, klaxonnez, traversez

Syndicalistes, syndicats, rejoignez la lutte. Ne signer plus des accords pour récupérer deux-trois miettes que les gouvernants vous jettent.
Votre arme c'est la grève générale

Nous lançons un appel à approfondir notre réflexion, ne proposons pas que des mesures fiscales et sociales mais aussi politiques. Pour plus de démocratie. Pour la démocratie directe réelle. Ce que nous faisons est éminemment politique, nous ne sommes pas *apolitiques*, nous sommes *apartisans*, c'est-à-dire que nous ne soutenons aucun parti politique ou syndicat. Nous appelons toutes les forces à s'auto-organiser et à se joindre à la bataille.

Si vous voulez nous rencontrer pour apporter votre contribution à la lutte contre Macron et son monde, rendez-vous au rond-point de Monthieu 7/7j



DRAGON★JAUNE Z

